

# Euro : stop ou encore ?

Pour Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, « L'Euro menace l'avenir de l'Europe », et il faut envisager « un divorce à l'amiable ». Pour le social-libéral Jacques Delors, il faut au contraire « réparer, consolider, protéger l'acquis de l'euro. »

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)



**D**epuis son introduction, l'euro a acquis l'apparence d'une évidence matérielle. Tout le monde manipule quotidiennement des pièces et des billets libellés en euro. Toutefois, derrière cet aspect anodin, se cache une série de choix économiques et sociaux essentiels pour les pays de l'Union européenne (UE) utilisateurs de cette devise. Ces choix sont contenus dans les législations européennes qui organisent « l'Union économique et monétaire » européenne » (UEM). La gestion de la création monétaire est intrinsèquement liée à l'ensemble des orientations économiques générales : niveau de chômage, niveau de salaires, niveau des dépenses de l'Etat, croissance économique, répartition des richesses, balance commerciale, gestion de la dette, des banques... Le choix de l'euro implique donc l'adhésion à un ensemble de traités et de législations européens qui « cadrent » le possible politique, tant au niveau de l'ensemble de la zone euro que des Etats-nations qui la composent (1). Ce cadrage macro-économique n'est pas neutre : son contenu politique est nettement néo-libéral, et organise l'exploitation maximale des travailleurs.

emploi qui ont été rendus responsables du chômage... et les étrangers qui sont désignés comme les boucs émissaires. Conçue et adoptée dans son principe en 1992, peu après la chute du Mur de Berlin, l'UEM mise en place en 1999 a détruit progressivement tous les mécanismes de redistribution keynésiens qui avaient été développés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Europe occidentale, dans le cadre du compromis « social-démocrate » et d'un monde bipolaire.

## Révéléateur grec, crise européenne

Le rôle des autorités économiques et monétaires européennes est devenu visible avec la crise grecque (qui faisait suite aux crises chypriote, irlandaise, espagnole, italienne, portugaise...), et avec l'arrivée de Syriza à la tête du gouvernement grec, en janvier 2015. Syriza avait été élu pour remettre en cause les politiques d'austérité. En juillet 2015, la Banque Centrale Européenne (BCE) a fait fermer les banques grecques, et ce une semaine avant le référendum organisé en Grèce sur la poursuite des politiques néo-libérales d'austérité. Malgré le rejet de ces politiques par référendum, leur maintien a été imposé sous la menace d'une banqueroute et d'une expulsion hostile de la Grèce hors de la zone euro.

L'acceptation de l'euro et de l'UEM, considérés comme au-delà de toute discussion politique (la force légale des législations et des traités européens serait, selon la Cour de justice européenne, supérieure aux lois nationales), implique, comme un avenir inéluctable, la casse des salaires, celle des protections sociales, la destruction des services publics, la remise en cause des pensions, ainsi que l'explosion des inégalités et de la pauvreté. Là où le débat sur le pilotage macro-économique a perdu droit de cité, ce sont les salaires des travailleurs et les allocations des sans-

Sur les ruines de la Grèce et de cette défaite politique, le débat sur l'Union européenne et sur l'euro a timidement commencé à s'ouvrir. Dans le numéro de mars 2016 d'*Ensemble !*, nous avons déjà publié un premier bilan sur *L'europhisme après l'expérience grecque* (2), rédigé sur la base d'une dizaine de publications francophones récentes et d'une interview de l'économiste Henri Houben (Gresea) sur l'avenir, ou

Rien à craindre; l'euro nous protège!!



TITOM

l'absence d'avenir, de la zone euro (3). Une nouvelle série de livres pose notamment la question de l'euro, de son abandon ou de la réforme de l'Union économique et monétaire qui y est liée.

Parmi eux, se détache le livre de Joseph E. Stiglitz – Prix Nobel d'économie américain –, intitulé *L'Euro – Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* (4). En effet, cet ouvrage mérite une mention particulière par la stature de son auteur, son ampleur, et son caractère didactique. Stiglitz, qui tente avec ce livre de rendre compréhensible pour tous ce que sont l'euro, l'UEM et leur lien avec la crise européenne, envisage pour l'avenir trois scénarios possibles : le statu quo, une réforme fondamentale, ou une sortie négociée de l'euro. Philippe Maystadt (CDH, ex-ministre belge des Finances, et ex-président de la Banque européenne d'Investissement) explore et défend, quant à lui, plutôt la première option, à savoir une forme de statu quo, avec un nombre limité de réformes pour consolider le dispositif actuel, dans son livre *L'Euro en questions(s)* (5). Dans *Euro, plan B. Sortir de la crise en Grèce, en France et en Europe* (6), Costas Lapavistas (Unité populaire, professeur d'économie à Londres) et Heiner Flassbeck (ex-secrétaire d'Etat allemand aux Finances, Université d'Hambourg) examinent, pour leur part, non seulement la troisième option (la sortie négociée), mais aussi une quatrième : la « sortie conflictuelle de l'Union économique et monétaire ». Enfin, dans le registre du programme politique cette fois, Jean-Luc Mélenchon (PG), candidat à l'élection présidentielle française, explique dans *Le choix de l'insoumission ce qu'il entend par le slogan L'Europe, on la change ou on la quitte* (7).

### Stiglitz : ni prospérité ni stabilité

Joseph Stiglitz n'est pas seulement un théoricien distingué par le Prix Nobel d'Economie (2001). Il a également été le responsable du Conseil des conseillers économiques de l'administration Clinton (1995 – 1997), et économiste en chef de la Banque mondiale (1997 – 2000).

Le constat de base qu'il pose sur l'euro est simple : « Le signe distinctif d'une économie qui fonctionne, c'est une croissance rapide, aux bénéfices largement partagés, et un chômage

faible. Ce qui se passe en Europe, c'est l'inverse. La clé de l'énigme ? Elle est simple. C'est une décision fatale, prise en 1992 : adopter une monnaie unique sans créer les institutions qui l'auraient fait fonctionner. Les bons systèmes monétaires peuvent garantir la prospérité, mais les mauvais peuvent conduire à des récessions et à des dépressions. » (8)

bleue indique le PIB réel. Stiglitz pointe ceci. Un : « Il n'y a pas eu de poussée générale de croissance dans l'espace de l'euro après la formation de la zone euro ». Deux : les revenus « sont aujourd'hui très inférieurs à la tendance que suivait le PIB avant l'euro ». Trois : « L'écart s'accroît toujours » (pp. 100 et 101). Quant au taux de chômage moyen de la zone

## Les bons systèmes monétaires peuvent garantir la prospérité, mais les mauvais peuvent conduire à des récessions et à des dépressions.

La création de l'euro (effective à partir de 1999) était censée apporter aux pays membres la croissance, la stabilité économique, et renforcer la cohésion politique. Le résultat fut tout autre : « lamentables résultats économiques », divergences économiques entre les pays, augmentation des inégalités, oppositions politiques. Stiglitz pointe la « décennie perdue » par la zone euro : « Le PIB de la zone euro (...) stagne à présent depuis près de dix ans. En 2015, il n'a été supérieur que de 0,6 % à son niveau de 2007 » (p. 91), tandis que sur la même période le PIB des USA augmentait de 10 %. Stiglitz compare (voir le graphique ci-dessous) ce qu'a été la croissance de la zone euro avant la création de la monnaie unique en 1999, et extrapole cette croissance dans les années suivantes. La ligne rouge sur la figure représente ce qui se serait passé s'il n'y avait eu, ni l'euro, ni la crise financière. La ligne

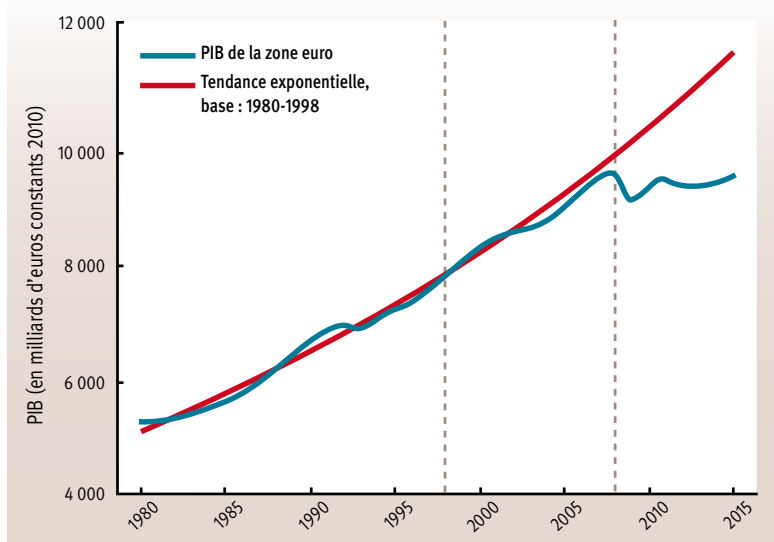
euro, il était particulièrement élevé : 11 % en 2015, avec un record de 27,8 % en Grèce, en 2013.

### Une malfaçon au départ

Les causes des maux de l'UE et de la zone euro renvoient, selon Stiglitz, à une « malfaçon au départ » dans la conception de l'euro et de l'UEM, en 1992. Pour lui, la monnaie unique européenne a été créée en dépit du fait que les conditions requises pour sa réussite n'étaient pas réunies, avec une foi aveugle et non fondée dans la capacité des marchés à créer le plein emploi et la stabilité économique et financière, une fois qu'ils seraient libérés de l'intervention de l'Etat.

En perdant leurs monnaies propres et leur contrôle, les pays membres de l'eurozone (dont relèvent actuellement 19 des 28 Etats membres de l'UE) ont non seulement perdu la possibilité – essentielle – de créer de la monnaie à leur propre profit pour

### ANALYSE TENDANCIELLE DU PIB DE LA ZONE EURO



« Analyse tendancielle du PIB de la zone euro », in Stiglitz (2016) p.100.

⇒ faire face à leur déficit, mais également celle de maîtriser leur taux de change et, par exemple, de dévaluer leur monnaie en cas de déficit de leur balance commerciale, pour rétablir son équilibre : « En adhérant à une monnaie commune, un pays avait perdu la capacité d'utiliser le taux de change pour ajuster ses importations et ses exportations. [...] Normalement, quand on importe trop, le taux de change diminue, ce qui rend les importations plus coûteuses et les exportations plus attractives. Si la Grèce, par exemple, importait plus qu'elle n'exportait, on pourrait corriger ce déséquilibre, et on le ferait, en réduisant la valeur de sa monnaie [...] Avec des taux de changes fixes, ce scénario est impossible. Un excédent d'importation doit être financé, et si le pays en déficit commercial ne peut pas emprunter l'argent nécessaire pour le financer, il y a un problème. » (p.115)

Or indique Stiglitz, la zone monétaire européenne ne dispose pas, à l'inverse par exemple des Etats-Unis, des autres mécanismes qui permettent de se substituer à la gestion des taux de change pour assurer la stabilité économique dans une zone monétaire unifiée. Les Etats-Unis forment un Etat fédéral ayant une identité commune, une certaine forme de solidarité nationale, une langue commune... En conséquence, les Etats-Unis ont une fiscalité fédé-



programmes très importants comme la Social Security et Medicare, sont d'envergure nationale, la migration est assez facile. [...] les habitants du Dakota du Sud se sentent d'abord et avant tout américains, et cette identité ne change pas lorsqu'ils se déplacent. [...] Il n'y a aucune différence entre un Californien de naissance et un « migrant » venu du Dakota du Sud. [...] un Polonais en Irlande reste fondamentalement un étranger « invité ». Il est d'ailleurs plus que probable que son identité politique et culturelle restera polonaise – et ses espoirs d'avenir aussi.

Un second mécanisme d'ajustement existe aux Etats-Unis : après un choc, le Dakota du Sud recevra, de diverses façons, un soutien financier de l'Etat fédéral. Ce soutien est en partie automatique : lorsqu'il y a une récession économique, beaucoup de gens sollicitent davantage les programmes sociaux nationaux [...]. En Europe, tous ces programmes sont financés par les Etats ; donc, si la Grèce a une crise, c'est l'Etat grec qui doit financer l'augmentation des paiements en prestations sociales – juste au moment où les recettes publiques s'effondrent. » (p.119).

L'Union européenne, qui organise un grand marché intérieur libre pour la circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services, dispose d'un budget fédéral qui ne se monte qu'à 1 % de son PIB.

## Les traités européens organisent une « harmonisation » sociale ou fiscale à la baisse, et l'explosion des inégalités.

rale, un budget fédéral qui représente 25 % du PIB, une forme de Sécurité sociale fédérale, même très limitée, et une banque centrale qui a aussi des objectifs reconnus d'emploi et de croissance : « Quand le Dakota du Sud, par exemple, subit un choc [économique] négatif, les gens s'en vont. Puisque l'anglais est langue commune du pays et que de nombreux

Les traités qui la fondent excluent de fait – car il faudrait, pour avancer sur cette voie, recueillir un soutien unanime des 28 Etats membres - toute harmonisation sociale ou fiscale à la hausse au niveau de l'ensemble de l'Union. Ils organisent dès lors, dans le contexte du libre-échange intérieur, une « harmonisation » à la baisse et l'explosion des inégalités.

## Des déstabilisateurs automatiques

Non contents d'avoir supprimé la possibilité d'agir sur les taux de change et affaibli les « stabilisateurs automatiques » de l'économie européenne (assurance chômage et fiscalité progressive, qui amortissent les récession économiques), l'UE et son UEM ont introduit, indique Stiglitz, une série de « déstabilisateurs automatiques ». Et ce, en imposant des limites arbitraires au déficit des finances publiques (renforcées par la « règle d'or budgétaire » en 2013) qui obligent les Etats à « réduire les dépenses publiques et à augmenter les impôts pendant une récession, juste au moment où il faudrait augmenter les dépenses publiques et réduire les impôts » (p.123) pour relancer l'économie et créer de l'emploi.

Les dispositions des traités européens qui organisent la Banque centrale européenne (BCE), à qui a été confiée la gestion de l'euro, expriment au plus haut point l'orientation néolibérale de l'UEM. D'une part, la BCE a un seul « objectif principal » : la stabilité des prix. Les capitaux accumulés doivent être protégés de l'inflation, au détriment de la croissance et des travailleurs. De l'autre, les traités et statut de la BCE prévoient qu'elle soit uniquement dirigée par des « techniciens », qu'elle n'ait aucune responsabilité devant aucun organe élu ni ne puisse accepter aucune consigne politique. Or, indique Stiglitz, les décisions de la BCE sont éminemment politiques, ont des effets majeurs sur la répartition des revenus. La gestion de la crise de 2008 l'illustre : « Des centaines de milliards de dollars ont été, de fait, donnés (ou prêtés à des taux inférieurs à ceux du marché) par les banques centrales de pays avancés aux banques de dépôt : ce fut le programme d'assistance publique au secteur privé le plus massif de tous les temps. Cette aide sociale aux entreprises, destinée aux banques souffrantes, a été incomparablement supérieure à tous les programmes de prestations sociales jamais conçus par n'importe quel Etat pour alléger les souffrances des simples particuliers. L'argent a été en grande partie remis par le biais des banques centrales, et non attribué aux banques par le vote des parlements ou des congrès nationaux – il s'agit, là encore, d'un acte intensément poli-

tique, hors de toute responsabilité démocratique. » (p.188)

### La dictature économique de la BCE

Au-delà du rôle de la BCE dans la gestion de la crise grecque, Stiglitz illustre également son propos sur l'intervention politique de la BCE par la lettre secrète (et aujourd'hui rendue publique) écrite en 2011 par Jean-Claude Trichet, président de la BCE, à José-Louis Zapatero, Premier ministre espagnol. Il indiquait, dans ce courrier, que la BCE était prête à aider les banques espagnoles, si et seulement si le gouvernement de Madrid acceptait de promulguer des réformes du marché du travail qui conduiraient à une réduction des salaires et de la sécurité d'emploi : « Zapatero a refusé, semble-t-il, mais

unique pour apporter une prospérité partagée : union bancaire européenne avec garantie européenne des dépôts, restauration des capacités de déficit et d'endettement des Etats pour mener des politiques anticycliques, mise place de nouveaux stabilisateurs automatiques à l'échelle européenne (assurance chômage, fiscalité progressive), politique de plein emploi, pénalisation des excédents commerciaux internes, restructuration (annulation partielle) de la dette des Etats, etc.

### Un divorce à l'amiable

Conscient que les conditions politiques actuelles de l'UE européenne ne lui permettent sans doute pas, à court terme, de réorienter son UEM dans un sens fédéraliste européen et keynésien, Stiglitz examine une autre

la réévaluation du mark par rapport à l'euro qui s'ensuivrait, la balance commerciale vis-à-vis de l'Allemagne serait remise à l'équilibre, et celle-ci « sera alors forcée de trouver d'autres moyens de stimuler son économie [...] par exemple augmenter les salaires des plus défavorisés, réduire les inégalités, accroître les dépenses publiques. » (p. 335)

### Peur, mensonge, discrédit et xénophobie

Enfin, Stiglitz explore les conséquences de la troisième voie, actuellement choisie : ni réforme fondamentale fédéraliste et keynésienne, ni divorce à l'amiable, mais un bricolage institutionnel permettant, vaille que vaille, la poursuite du statu quo néolibéral de l'eurozone. Au-delà du risque de récession et de crash que comporte cette option et des aspects économiques, Stiglitz dépeint l'évolution du paysage politique que l'euro et le cadrage néolibéral ont imposé dans l'UE. Il s'agit d'un monde dans lequel les « élites » politiques de centre gauche et de centre droit qui ont soutenu ces politiques n'ont plus aucun projet positif à proposer aux citoyens. Dans ce cadre, la cohésion politique se fait sur base de l'idée qu'il n'y a pas d'alternative (TINA), de la peur et de la menace (p. 371). Le règne du mensonge politique est devenu tout aussi systémique que celui de la résignation : « En un sens, les dirigeants de la zone euro n'avaient pas le choix [de ne pas mentir]: on imagine aisément la réaction de ces pays si on leur disait qu'on était en train de sacrifier leur niveau de vie pour sauver ce système monétaire mal conçu, et que leurs citoyens – y compris les plus pauvres – devaient souffrir pour que les banques allemandes et française rentrent dans leurs fonds. » (p.468).

Les partis qui ont prétendu que l'euro et le libre marché allaient apporter la prospérité sont de plus en plus discrédités : « Il y a un fossé qui s'élargit, une élite politique a perdu le contact avec le réel, de larges composantes de la population qui vivent la stagnation économique, et un système économique qui pour beaucoup, et même dans certains endroits pour la majorité, n'est pas efficace. [...] Il y a de la colère – un colère compréhensible. [...] » (p 402). Par ailleurs, dans un

## Les dispositions des traités européens qui organisent la Banque Centrale Européenne expriment au plus haut point l'orientation néolibérale de l'Union économique et monétaire.

notons tout de même qu'il a introduit des réformes qui ont eu à peu près le même effet, et que l'aide est arrivée. » (p.190) (9) Il cite encore les menaces faites en 2010 par la BCE contre l'Etat irlandais, qui l'ont forcé à reprendre pleinement à sa charge le coût d'un sauvetage des banques irlandaises, ce qui a totalement protégé leurs actionnaires mais a propulsé l'endettement de l'Etat irlandais de 24 % du PIB national en 2007 à 95 % du PIB en 2015 (p. 191). Retirer le contrôle politique et démocratique de la banque centrale, indique Stiglitz, c'est « transférer de fait la prise de décision au secteur financier, avec ses intérêts et son idéologie. » (p. 197)

Après avoir démontré pourquoi l'Euro et l'UEM étaient viciés par des « malfaçons » originelles, menaient à un « système divergent » et à des « politiques inappropriées », « aggravant le désastre », Stiglitz examine les solutions envisageables. L'option selon lui théoriquement la plus favorable serait une refonte totale de la zone euro, selon des principes opposés à ceux actuellement en vigueur. Ces principes lui permettraient de fonctionner en tant que monnaie

porte de sortie de la crise de l'euro : le « divorce à l'amiable ». Cette solution lui semble beaucoup moins coûteuse que le maintien, à toute force, de l'UEM actuelle. Plutôt que de dessiner un simple schéma de retour aux monnaies nationales, Stiglitz imagine de coupler celui-ci à la création d'un « système de transaction financières du XXI<sup>e</sup> siècle » en optant pour l'adoption de monnaies nationales électroniques, qui permettrait une régulation et un pilotage global de la monnaie beaucoup plus développé, et de nature à assurer la stabilité et la prospérité économique. Dans le système esquissé par Stiglitz, la création de crédit par les banques privées est pilotée par l'Etat, comme le sont les exportations et les importations (certificats d'exportation, d'importation). Le moyen le plus simple de « guérir l'Europe » est cependant, selon Stiglitz, la sortie de l'Allemagne hors de la zone euro (dont l'excédent commercial, de plus de 250 milliards d'euros, qui suppose un déficit commercial correspondant des autres pays, et déstabilise l'ensemble de l'économie européenne). Après l'ajustement des taux de change, et



⇒ contexte de compression des salaires, de démolition des droits sociaux et de chômage massif, l'opposition des populations à l'accueil des migrants s'accroît (pp 384 et 401).

Bien d'autres économistes avaient déjà publié des réquisitoires contre l'euro et l'UEM (10), mais la stature et la notoriété de Stiglitz donnent à ces critiques une autre portée. Toutefois, cela n'ébranle pas les défen-

proche européenne s'effrite (...) Dans les pays en crise, nous constatons que l'opposition à l'austérité et une certaine lassitude des réformes nourrissent l'euro-scepticisme et entravent la mise en œuvre des réformes. ». « Le leadership politique en Europe est affaibli par la montée des partis populistes et non traditionnels. » (13) Mais la ressemblance de leur analyse avec celle de Stiglitz s'arrête-là. Dans leur optique, il faut, indique Jacques

## Retirer le contrôle politique et démocratique de la banque centrale, c'est transférer de fait la prise de décision au secteur financier, avec ses intérêts et son idéologie.

seurs du système, tel Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques*. Ce dernier estime que Stiglitz se trompe et sous-estime l'importance des réformes de la zone euro récemment mises en œuvre, qui seraient, selon lui, incompréhensibles pour un Américain : « On ne peut certes pas lui en vouloir : un Européen qui voudrait écrire un livre pour expliquer aux Américains ce qu'ils devraient faire pour limiter les inégalités aux Etats-Unis et combler le fossé qui sépare les républicains et les démocrates, les blancs et les noirs ou encore les Etats du Jesus Land intérieur et ceux des côtes Est et Ouest, serait à coup sûr, lui aussi, à côté de la plaque. » (11)

### Delors : protéger l'euro

La peur semble cependant gagner le sommet de l'*establishment* européen, comme l'illustre un récent rapport sur l'euro rédigé sous l'égide de l'Institut Jacques Delors et de la Fondation Bertelsman (organisations très européennes et social-libérales), préfacé par Jacques Delors (président de la Commission européenne de 1985 à 1995, qui organisa la création de l'euro), et cosigné par le gratin de la banque et de la social-démocratie franco-allemande (12). Le ton de ce rapport rompt avec l'habituelle euphorie du sommet : « L'Europe sera à nouveau frappée par une nouvelle crise économique. Nous ignorons si elle surviendra dans six semaines, dans six mois ou dans six ans. Mais, dans sa structure actuelle, il est peu probable que l'euro survive à la prochaine crise. » « Le soutien du public à une ap-

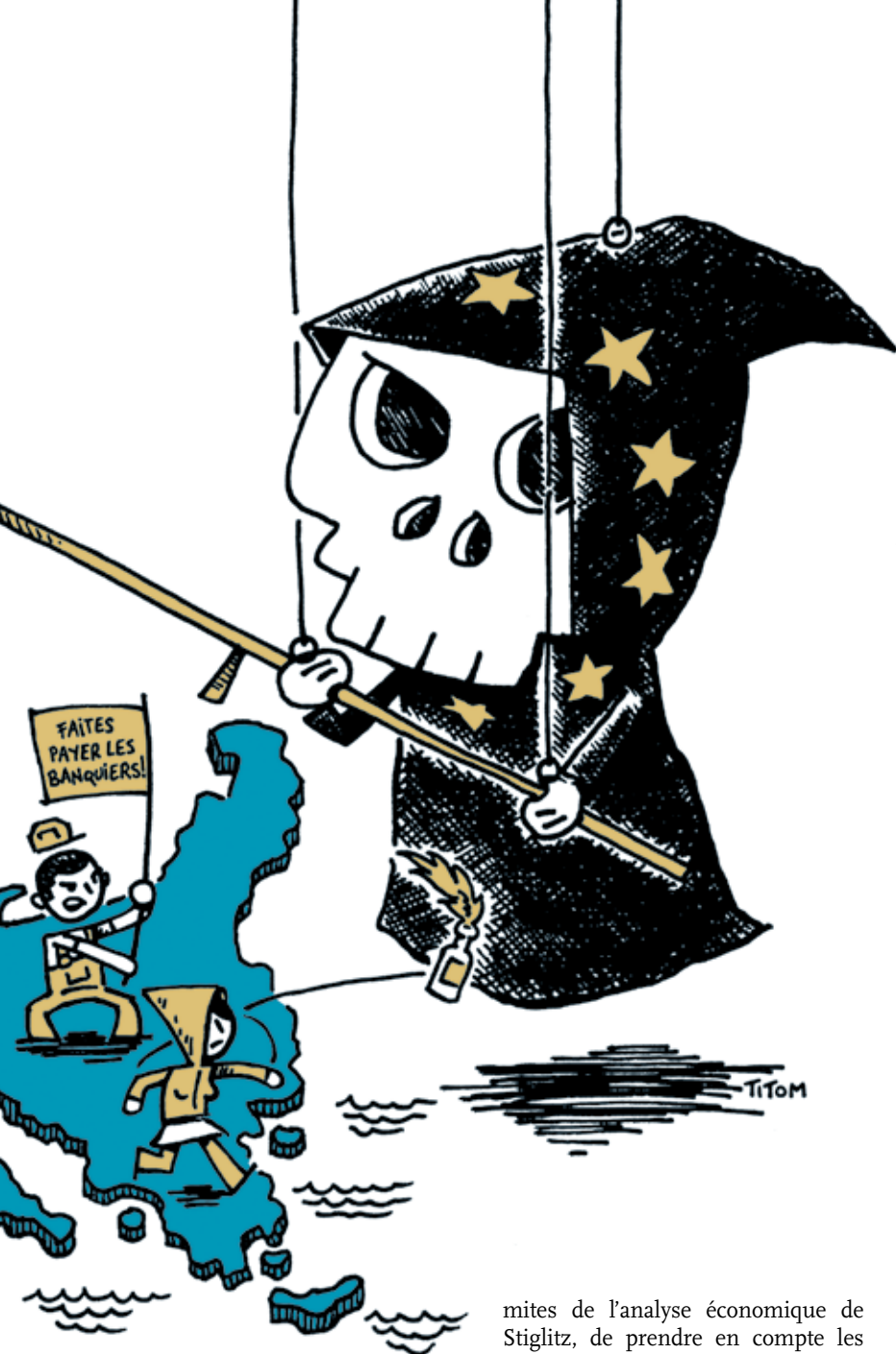
Delors, « Rééquilibrer, réparer, consolider, protéger l'acquis de l'euro ». L'euro et l'orientation néolibérale ne doivent pas être remis en cause, mais sauvés. Pour ce faire, leur boîte à outils recèle, notamment, de nouvelles réformes visant à donner un vernis démocratique à la gestion de l'UEM, et un accroissement du transfert de compétences des Etats membres vers l'UE, notamment celle de la supervision des banques. Une fois de plus, l'UE utiliserait les crises qu'elle génère pour franchir de nouvelles étapes dans la destruction des mécanismes de réparation et de la démocratie.

### Le retour de la prééminence du politique

Si la contribution de Stiglitz sur l'analyse du fonctionnement actuel de l'UEM est importante, ses apports sont plus faibles lorsqu'il s'agit d'éclairer l'avenir, et ce au moins sur deux points. D'une part, dans le premier scénario qu'il envisage, c'est-à-dire celui d'un fédéralisme européen fondé sur des orientations économiques keynésiennes, il n'indique pas comment l'exercice des compétences fédéralisées au niveau européen (supervision bancaire, budget, Sécurité sociale, fiscalité, etc.) pourrait être contrôlé et géré d'une façon authentiquement démocratique. Et ce, alors qu'il relève justement qu'il



existe des citoyens belges, français, italiens, irlandais, grecs... « mais pas d'eurozoniens ». D'autre part, il décrit le scénario d'un « divorce à l'amiable » de l'euro. Mais il laisse dans l'ombre la question des « sorties conflictuelles », pourtant à la fois plus délicates et plus probables. Ces questions, impensées par Stiglitz, sont abordées et discutées dans le livre de Lapavistas, Flassbeck et alii (14), qui contient notamment la publication du « Programme de sauvetage social et national pour la Grèce », élaboré au printemps 2015, et qui détaille, dans les conditions conflictuelles existantes, les étapes concrètes d'une sortie unilatérale, de la Grèce, hors de l'UEM et de la zone euro. Ce programme ne fut toutefois diffusé que dans les cercles dirigeants de Syriza, mis sous le boisseau par ces derniers,



avant d'être rendu public par ses auteurs, en septembre 2015 seulement.

### Mélenchon : l'Europe, on la change ou on la quitte

Il ne peut y avoir de démocratie réelle dans un empire ni, à ce stade de l'histoire, au-delà des structures de l'Etat-nation. L'approche politique de la question de l'UE et de l'euro par Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche, France) peut être lue comme une tentative d'aller au-delà des li-

mites de l'analyse économique de Stiglitz, de prendre en compte les enseignements de la crise grecque, et d'intégrer la spécificité du rapport de forces français. Pour le candidat des « insoumis » à l'élection présidentielle française de 2017, il convient, non seulement de faire mettre l'économie au service de la politique, mais également d'appréhender la crise économique en tant que crise essentiellement politique. Dès lors, c'est sur ce plan, politique, qu'il place son approche de la question : « La France est la deuxième économie du continent, et on ne peut pas lui dire non. On est obligé de trouver un arrangement avec les Français pour faire

quoi que ce soit en Europe. [...] Je résume : cette Europe, on la change ou on la quitte. [...] Donc, ou bien ça change, ou on s'en va. Car cela ne peut plus durer comme cela. [...] Je veux l'harmonisation sociale et fiscale par le haut, qu'interdisent les traités européens. Je suis pour le protectionnisme solidaire, et ainsi de suite. Je n'exclus donc pas que l'on s'en aille. Cela s'appelle le plan B. Il y a un plan A, on en discute, un plan B, on s'en va. [...] Ma stratégie procède d'abord d'une autre vision : son point de départ, ce n'est pas la puissance économique, mais la puissance populaire et la puissance historique. Souvent, avec ceux qui poléminent avec moi, on ne se comprend pas, car on ne parle pas la même langue. Moi, je parle de géopolitique, et eux, parlent de techniques financières ou de techniques monétaires. On ne parle donc pas de la même chose. » (15)  
A suivre... □

(1) Voir notamment les dispositions reprises aux articles 119 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne de 2009 ainsi que le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire de 2013.

(2) Arnaud Lismond-Mertes, L'euro après l'expérience grecque, *Ensemble !* n°90, mars 2016, p. 69.

(3) Henri Houben, La zone euro est intenable, *Ensemble !* n°90, mars 2016, p. 76.

(4) Publié aux éd. LLL *Les liens qui libèrent*, (septembre 2016).

(5) Publié aux éd. Avant-propos, (décembre 2015).

(6) Costas Lapavistas, Heiner Flassbeck Cédric Durand, Guillaume Etiévant et Frédéric Lordon, Euro, plan B. Sortir de la crise en Grèce, en France et en Europe. Ed du Croquant, (août 2016).

(7) Publié aux éd. du Seuil (septembre 2016).

(8) Stiglitz (2016), p. 8. Par la suite, les paginations directement mentionnées dans le texte renvoient à cet ouvrage.

(9) Lettre de Trichet à Zapatero disponible sur : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/2011-08-05-letter-from-trichet-and-fernandez-ordonez-to-zapateroen.pdf>

(10) Pour s'en tenir à la France : Nikonoff (2011), Sapir (2012), Lordon (2014).

(11) Euro : pourquoi Joseph Stiglitz se trompe, *Alternatives Economiques*, 5/9/16.

(12) *Repair and Prepare – L'euro et la croissance après le Brexit*, 20/9/16. Notamment sous la signature collective de Pascal Lamy (PS), ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Laurence Boone, Chef économiste, AXA ; Jörg Asmussen, Directeur général de la Banque Lazard, ancien secrétaire d'Etat au ministère fédéral (SPD) des Finances et au ministère fédéral du Travail allemand, Philippe Maystadt (CDH)...

(13) *ibid*, p. 10 – 14.

(14) Lapavistas, Flassbeck et alli (2016), op cit.

(15) Jean-Luc Mélenchon, Le choix de l'insoumission, (2016), pp 328 – 331, 346.

**Le divorce à l'amiable, aux yeux de Stiglitz, serait beaucoup moins coûteux que le maintien, à toute force, de l'Union monétaire.**